Limite sud : Est une ligne droite (C-D) de direction Est-ouest passant à 1405,86 mètres au Nord du point de repère ci-dessus défini.

Limite Ouest : Est une ligne droite (D-A) de direction Sud-Nord passant à 3229,49 mètres à l'est du point de repère ci-dessus défini.

Art. 2. - La durée du présent permis de recherche est fixée à trois (3) années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. - Toute demande tendant au renouvellement du présent permis de recherche, à l'obtention d'un permis d'exploitation ou d'une concession portant sur le présent permis devra, à peine de nullité, être enregistrée à la direction générale des mines deux mois au moins avant la date d'expiration du permis.

Tunis, le 8 janvier 1998

Le Ministre de l'Industrie
Moncef Ben Abdallah

Vu

Le Premier Ministre
Hamed Karoui

Arrêté du ministre de l'industrie du 8 janvier 1998 portant premier renouvellement du permis de recherche de substances minérales du 3ème groupe au lieu dit «Jebel Oum Edeboua», gouvernorat du Kef,

Le ministre de l'industrie,

Vu le décret du 1er janvier 1953 sur les mines et notamment son titre II,

Vu l'arrêté du 28 décembre 1994, portant institution du permis de recherche de substances minérales du 3ème groupe n° 622,363, situé dans le gouvernorat du Kef au lieu dit «Jebel Oum Edeboua», au profit de l'office national des mines,

Vu la demande de premier renouvellement enregistrée à la direction générale des mines le 24 octobre 1997 sous le n° 635.993, présentée par l'office national des mines,

Vu le rapport du directeur général des mines,

Arrête :

Article premier. - Est renouvelé pour une période de trois (3) années prenant fin le 22 décembre 2000 inclus, le permis de recherche de substances minérales du 3ème groupe n° 622.363, institué par l'arrêté du 23 décembre 1994.

Art. 2. - Au cours de la période de validité visée à l'article premier ci-dessus, le permissionnaire devra effectuer des travaux de recherche utiles régulièrement poursuivis représentant une dépense correspondant au minimum à la valeur de 14.400 heures de travail et ce, conformément aux dispositions de l'article 33 du décret du 1er janvier 1953 sus-visé.

Art. 3. - Toute demande tendant au renouvellement du présent permis de recherche, à l'obtention d'un permis d'exploitation ou de concession portant sur le présent permis devra, à peine de nullité, être obligatoirement enregistrée à la direction générale des mines, deux mois au moins avant l'expiration dudit permis.

Tunis, le 8 janvier 1998

Le Ministre de l'Industrie
Moncef Ben Abdallah

Vu

Le Premier Ministre
Hamed Karoui

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 98-252 du 26 janvier 1998, portant modification des limites des zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Sousse.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983, relative à la protection des terres agricoles telle que modifiée et complétée par la loi n° 90-45 du 23 avril 1990 et par la loi n° 96-104 du 25 novembre 1996,

Vu le décret n° 84-386 du 7 avril 1984, portant composition et modalités de fonctionnement des commissions techniques consultatives régionales des terres agricoles tel que modifié par le décret n° 93-2600 du 20 décembre 1993,

Vu le décret n° 86-101 du 16 janvier 1986, fixant les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Sousse,

Vu le décret n° 91-362 du 13 mars 1991, relatif aux études d'impact sur l'environnement,

Vu les procès-verbaux de la commission technique consultative régionale des terres agricoles du gouvernorat de Sousse daté du 20 septembre 1997 et du 13 novembre 1997 et le plan y annexé tels qu'ils sont approuvés par le ministre de l'agriculture en date du 22 décembre 1997,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décrète :

Article premier. - Sont définitivement approuvés les travaux de la commission technique consultative régionale des terres agricoles du gouvernorat de Sousse insérés dans les procès verbaux datés du 20 septembre 1997 et du 13 novembre 1997 et le plan y annexé tels qu'ils sont approuvés par le ministre de l'agriculture en date du 22 décembre 1997 et relatifs à la modification des limites des zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Sousse telles qu'elles sont fixées par le décret susvisé n° 86-101 du 16 janvier 1986.

Les modifications visées à l'alinéa précédent sont effectuées pour l'implantation d'une usine de papier ouate de cellulose sur une parcelle de terrain d'une superficie de 15 ha sise à Enfidha, distraite du plan de lotissement n° 52738 des titres fonciers n°s 6648 et 19033.

Art. 2. - Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 26 janvier 1998.

Zine El Abidine Ben Ali

CESSATION DE FONCTIONS

Décret n° 98-207 du 8 janvier 1998.

Il est mis fin aux fonctions de Monsieur Rabeh Bouazizi, médecin vétérinaire en qualité de chef de la cellule territoriale de vulgarisation agricole «Joumine» au commissariat régional au développement agricole de Bizerte et ce à compter du 1er octobre 1997.

Décret n° 98-208 du 8 janvier 1998.

Il est mis fin aux fonctions de Monsieur Béchir Trabelsi, médecin vétérinaire en qualité de chef de la cellule territoriale de vulgarisation agricole (Sejnane) au commissariat régional au développement agricole de Bizerte et ce à compter du 1er octobre 1997.